

COMMUNIQUE DE PRESSE

Propositions d'économie

La commission de gestion menotte le Conseil d'Etat et gifle la fonction publique



Sion – 26.08.2005 • Incompréhension, déception, écoeurement. La fonction publique valaisanne reçoit le projet de décret de la commission de gestion du Grand Conseil comme un coup de couteau dans le dos. S'il aboutissait, il mettrait la paix sociale en danger et réduirait les employés d'Etat à des travailleurs du cinquième dessous.

Gel des salaires, coupes linéaires si nécessaires... La commission de gestion a déterré sa hache de guerre pour tailler dans le budget de l'Etat. Cible: les enseignants et les fonctionnaires. Si le projet aboutissait, ils pourraient dire adieu à toute hausse de salaire, excepté le renchérissement. Les augmentations liées à la performance passeraient aux oubliettes, alors qu'il s'agit de facteurs incitatifs voulus par le Grand Conseil lui-même. Toute évolution des salaires en relation avec les développements de carrière serait bloquée pour au moins quatre ans. Et si cela ne suffisait pas à garantir l'équilibre financier? La commission de gestion sort la tronçonneuse: elle propose des coupes linéaires dans tous les services de l'Etat, alors que leur coût moyen par habitant est le plus bas de Suisse!

Le projet a laissé le Gouvernement et la FMEF consternés. Personne, même parmi les plus libéraux, n'oserait lancer pareille proposition dans l'économie privée. L'association faïtière de la fonction publique valaisanne se demande comment on a pu concentrer de telles hénauromités en un seul décret. Ses conséquences seraient catastrophiques: conflits ouverts et oppositions stériles remplaceraient le dialogue actuel. Quant au métier d'employé d'Etat, il serait complètement lessivé: «Qui aurait envie de travailler dans des conditions pareilles?», interroge le secrétaire général de la FMEF Michel Perruchoud. Le Gouvernement, lui, serait réduit à jouer le pantin et l'otage. Ajoutée au double frein à l'endettement et aux dépenses, cette mesure ne lui laisserait plus aucune marge de manœuvre. Le patron se retrouverait menotté devant ses employés.

Faux sur toute la ligne

La commission de gestion se trompe d'armes. Geler les salaires? En Suisse, les rétributions de la fonction publique n'ont évolué que de 1.1% en dix ans, soit quatre fois moins que la hausse réelle dans l'ensemble de l'économie. Sur un plan valaisan, les employés d'Etat ont même perdu environ 4.5% de leur pouvoir d'achat en quinze ans. Tout cela pendant que les comptes publics dégagent des chiffres noirs année après année, grâce en particulier aux nombreux sacrifices consentis par la fonction publique (plus de 600 millions). Et voilà qu'on lui annoncerait une nouvelle tonte? Ce serait le geste de trop.

La commission de gestion se trompe de cible. La fonction publique valaisanne est une des moins chères et des plus efficaces de Suisse. Avec ce décret, on remplacerait une équipe qui gagne par une équipe qui perd. En plus, le texte s'emmêle dans la contradiction. Il réduit à néant d'un seul coup tout le concept salarial du canton, que le Parlement a lui-même élaboré.

La commission de gestion se trompe sur toute la ligne. Le Conseil d'Etat s'est opposé en bloc au projet de décret. La FMEF espère que les député-es reconnaîtront son absurdité. Les débats sont prévus à la session de septembre.

Informations complémentaires : Michel Perruchoud, secrétaire général FMEF au 079 701 73 63